

VERS LA RECONNAISSANCE DES ACTIVITES ECONOMIQUES SUR LE LITTORAL ?

Colloque juris'cup 2006

Etat du droit au regard notamment des derniers textes (Loi de décentralisation du 13/08/04, Code des Ports Maritimes modifié le 2/08/05, Décret du 29/03/04 et Circulaire du 15/09/05 sur les espaces remarquables, Circulaire du 14/03/06 sur espaces proches du rivage, Code Général de la propriété des personnes publiques du 21/04/06, Décret relatif aux concessions des plages du 26/05/06)

1°) LA NECESSAIRE PROTECTION DU LITTORAL FACE AU PRINCIPE DE LIBERTE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

- * les principes de protection du littoral :
 - la domanialité publique
 - le droit de l'urbanisme
- * Le principe général du droit français de liberté du commerce et de l'industrie, liberté fondamentale

2°) LES BESOINS SPECIFIQUES D'ADAPTATION DES OCCUPANTS DU DOMAINE PUBLIC MARITIME

- * L'action du conservatoire du littoral et la protection des espaces sensibles
- * Les attentes des professionnels (Fédération Française des Ports de Plaisance, Fédération Nationale des Plages Restaurants)

3°) VERS UN AVANCEMENT DES DROITS DES OCCUPANTS ?

- * Le statut du commerçant installé sur le domaine public maritime
- * Les aménagements possibles au vu des derniers décrets

4°) LES NOUVEAUX OUTILS JURIDIQUES FRANÇAIS SONT-ILS ADAPTES ?

- * Quelles libertés pour les communes et comment peuvent-elles se situer dans l'intercommunalité sur le littoral ?
- * Rappel de la loi de décentralisation
- * Les conditions de transfert de gestion sur le DPM
- * Quant peut-il être envisagé le transfert de propriété ?

5°) VERS UNE INTERNATIONALISATION DE LA REGLEMENTATION

- * Vers un contrôle écologique en mer des activités économiques : l'exemple de la ZPE
- * De manière plus générale, comment les réglementations spécifiques européennes (tourisme, environnement, aménagement du littoral, emploi) créent-elles, progressivement, une compétence, jusque là inexistante ?
- * Présentation du livre vert de la Commission des Communautés Européennes « vers une politique maritime de l'union »

ACTUALITE JURIDIQUE DE LA PLAISANCE